

ATTAC Québec

Association québécoise pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

BULLETIN HIVER 2003-2004

« Dans sa version originale, le projet du Suroît entraînait une augmentation de 3 % de toutes les émissions québécoises de gaz à effet de serre (GES). Il y a deux semaines, Québec annonçait une nouvelle version légèrement améliorée, mais qui implique tout de même une augmentation de 2,6 % des émissions. Le gouvernement n'a annoncé aucune mesure pour compenser cette hausse. »

Charles Côté, La Presse, 27 janvier 2004

« Je crois que je croyais que.... »

Le ministre des Ressources naturelles, Sam Hamad, pour justifier son recul dans le dossier de la centrale du Suroît

DEUX CAMPAGNES RELIÉES ET EN PRISE DIRECTE AVEC L'ACTION DE NOS GOUVERNEMENTS

Par Catherine Caron – Attac-Montréal

Début 2004, Attac-Québec s'attaque à deux sujets chauds : **l'injustice fiscale** et la **menace sur les services publics** que font peser deux accords commerciaux extrêmement puissants devant aboutir le 1^{er} janvier 2005 : la ZLÉA et l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à l'OMC. Tels sont les sujets des deux campagnes que nous démarrons. Ils sont intimement liés et en prise directe avec ce qui se passe actuellement au Québec et au Canada. En effet, l'injustice fiscale sous toutes ses formes est la principale cause du sous-financement des États. Ce sous-financement est stratégiquement nécessaire pour permettre la mainmise, par le secteur privé, de vastes secteurs d'activités dans nos sociétés et en particulier les services publics (santé, éducation, énergie, etc.).

Ah ! la réingénierie est un mandat d'architecte et non pas de comptable, dit avec éclat madame Monique Jérôme-Forget

dans le plus récent numéro de L'Actualité. La présidente du conseil du trésor veut passer pour architecte visionnaire... Elle fait bien partie en réalité de la « troisième catégorie des contremaîtres de la globalisation. » Jacques B. Gélinas décrit celle-ci à merveille dans *La globalisation du monde* : « À l'instar des intendants au service du pouvoir royal du temps de l'Ancien Régime, ils s'appliquent au fond à gouverner leur fief selon le bon plaisir des nouveaux monarques du monde. Alliés objectifs de l'oligarchie globale, nos politiciens sont loin d'être les victimes innocentes de la globalisation. Ils s'en font au contraire les serviteurs empressés, se livrant volontairement aux forces mêmes qu'ils ont le devoir de contrôler (...) En effet, ce sont les gouvernants eux-mêmes qui organisent leur propre capitulation.¹ » À voir l'attaque contre la démocratie qui se

¹ p. 133

concocte dans l'AGCS, la ZLÉA et l'ALÉNA avant elle, sous l'impulsion première des transnationales, des banquiers et maîtres de la finance mondiale, nos gouvernements ne font rien d'autre.

Influencés par une idéologie néolibérale puissante, plusieurs citoyens ne savent même plus ce que sont dans leur essence les services publics. Il faut leur rappeler que par ceux-ci, l'État répond aux **droits fondamentaux de tous les citoyens** (le droit à la santé, à l'éducation, à l'énergie, etc.) en assurant la qualité et le plus juste accès à ces services (solidarité entre les classes sociales, entre les régions, entre les générations, etc.). Il faut leur faire comprendre que d'appeler le privé en sauveur face à une situation de déclin qu'il a lui-même favorisée, c'est accepter le loup dans la bergerie. C'est accepter une société de plus en plus injuste, profondément discriminatoire envers ceux qui ont le malheur de ne pas avoir d'argent.

Cette société aura sacrifié un idéal (la plus juste redistribution des richesses à travers un État efficace et accompagné par des contre-pouvoirs alertes) pour une société à l'américaine. *Made in USA* : des systèmes publics dangereusement inefficaces pour la majorité et de riches entrepreneurs qui font passablement de mal le jour (en travaillant à l'anéantissement des syndicats, à la précarisation du travail, à l'exploitation érigée en valeur au nom de la compétitivité et au mépris de l'être humain et de l'environnement) et un peu de bien le soir (par leurs fondations de charité venant «généreusement» réparer les dégâts). De plus, comment renforcer les pouvoirs de la collectivité et l'intervention de l'État (services publics) si ce n'est en redistribuant les richesses grâce à une système fiscal plus progressiste. À ce titre, on peut s'inquiéter de l'attitude de l'actuel premier ministre du Canada qui ne fait pas sa part comme citoyen en refusant de participer à la solidarité par l'impôt.

Les principaux objectifs et propositions des deux campagnes d'Attac-Québec

CONTRE L'INJUSTICE FISCALE	CONTRE LA MENACE SUR LES SERVICES PUBLICS ET LA DÉMOCRATIE
<p>sensibiliser et faire de l'éducation populaire au sujet de l'injustice fiscale et des milliards de dollars qui, à travers elle, échappent à l'État et ainsi à la collectivité et à la responsabilité sociale. « Ces riches qui ne paient pas d'impôts² » sont souvent ceux qui refusent d'offrir des services publics universels et de qualité afin que les activités du secteur privé soient encore plus profitable pour eux.</p> <p>mobiliser et porter les propositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la révision globale des conventions fiscales ; 	<p>sensibiliser et faire de l'éducation populaire au sujet de cet accord, qui dans l'ombre de la ZLÉA, est beaucoup trop méconnu des élus, de la population et des médias : l'AGCS (ateliers, journée d'études, documents)</p> <p>sensibiliser les élus municipaux au sujet des enjeux juridiques réels derrière l'AGCS et la ZLÉA qui menacent les pouvoirs locaux publics et la démocratie</p> <p>mobiliser et porter les propositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la nécessité d'un débat public forçant une prise de conscience concernant le

² Titre du livre de la fiscaliste Brigitte Alepin, qui vient de paraître Éditions du Méridien

<ul style="list-style-type: none"> • l'application de la loi sur le blanchiment de l'argent, que ce soit à des fins d'évasion fiscale ou du recyclage du produit de la criminalité ; • la remise en place d'un système fiscal plus égalitaire qui rééquilibrerait à la fois le rapport entre riches et pauvres et celui entre les entreprises (qui paient de moins en moins d'impôts) et la masse des citoyens (qui en paient de plus en plus). 	<p>fait que ce sont tous les pouvoirs publics qui sont menacés par ces accords ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • que la Ville de Montréal (et d'autres villes au Québec) rejoigne le rang des centaines de villes à travers le monde qui se déclarent <i>zones hors-AGCS</i> ; • que par ce geste, la pression sur le gouvernement fédéral augmente en faveur des revendications suivantes : • L'ouverture d'une évaluation indépendante des conséquences des politiques de libéralisation de l'OMC depuis son entrée en vigueur en 1995 et de l'ALÉNA (1994), avec la pleine participation de la société civile. • La suspension immédiate des négociations sur les services (AGCS) et des négociations de la ZLÉA. • La pleine participation des autorités élues et la transparence dans ces processus qui échappent largement pour le moment à cette exigence démocratique. • L'abandon de tout projet d'accord visant à étendre les pouvoirs de l'OMC. La subordination des échanges commerciaux à la Déclaration universelle des droits de l'Homme, aux droits fondamentaux des salariés, au Pacte des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels, au droit à la souveraineté et à la sécurité alimentaires, au droit à l'eau, à la santé et à l'environnement.
---	---

Surveillez nos messages électroniques et notre site web www.quebec.attac.org pour tout connaître des différentes activités et actions entourant ces campagnes et n'hésitez pas à nous contacter pour plus d'information. Tous nos membres et alliés multiples seront appelés à soutenir nos efforts et à porter avec nous ces propositions.

LE FORUM SOCIAL DE MUMBAÏ : LA FORCE DU NOMBRE

Par Claude Vaillancourt – Attac-Québec

Tout compte rendu du Forum social mondial de Mumbai restera forcément très partiel et très subjectif. L'événement a atteint de telles proportions que les participants se trouvaient pris dans une gigantesque kermesse, rassemblant environ 100 000 participants et offrant tant sous des tentes de fortune que dans d'immenses hangars, plusieurs centaines de conférences et de débats. Alors chacun s'inventait le forum qui lui convenait, université populaire, tribune, fête permanente, lieu de convergence, mêlant le plus souvent un peu de tout cela, à différentes doses.

Loin de Porto Allegre, ville exemplaire qui a implanté un modèle audacieux de démocratie participative, loin du Brésil de Lula et des sympathies affichées du président pour l'événement, le Forum social mondial s'est déplacé en territoire hostile. L'Inde dirigée par un parti à la fois nationaliste et néolibéral, n'a pas déroulé le tapis devant les organisateurs qui ont dû rassembler près de 200 associations et concevoir malgré tout un événement pacifique et rassembleur, somme toute très réussi. Avec un objectif pleinement réalisé : celui de faire profiter les groupes sociaux d'Asie des retombées de l'événement.

Ce Forum social a été évidemment marqué par les problèmes de l'Inde qui sont directement proportionnels à l'immensité du pays : injustices reliées à l'existence de castes; situation particulièrement difficile pour les femmes captives entre autres d'un système de dot dévastateur pour elles et ruineux pour leur famille; conflits religieux accentués par l'intégrisme hindou appelant à la haine et l'intolérance, encouragé par le gouvernement en place; tensions provoquées par les menaces de guerre entre l'Inde et le Pakistan, deux puissances nucléaires. En plus de tout cela, une pauvreté omniprésente. Et la

litanie de problèmes habituels amenés par le néolibéralisme et la globalisation, exacerbés par tout ce qui précède. Certains intervenants indiens, stupéfaits devant la montée d'une droite radicale, parlaient même d'une situation pré-fasciste. Curieusement, les médias officiels mettaient de l'avant la croissance économique, l'indice boursier a la hausse, le *feel good effect*. En Inde, on fait bel et bien croire à la population que tout va bien. Trop de gens sont malheureusement dupes d'un pareil discours.

Le Forum de Mumbai se déroulait sur un gigantesque terrain, un «cimetière de manufactures», a dit un intervenant indien. Dans ce lieu, ex-fleuron de l'industrie textile indienne partie désormais sous d'autres cieux, dans d'autres pays, les conférences innombrables s'organisaient dans une grande cacophonie. Que ce soit dans les halls ou dans les tentes, les problèmes de sonorisation restaient systématiques, les conférences étaient perturbées par les bruits joyeux des manifestations, les délégués s'affaissaient sous l'effet de la chaleur. Dans les avenues, les manifestations se succédaient à une cadence infernale. Toutes les causes étaient entendues: contre la guerre, pour la libération du Tibet, mais surtout, pour l'émancipation des dalits (castes inférieures) et des peuples autochtones de l'Inde. Tout cela en musique, en danses, avec le bruit des tambours, avec des costumes multicolores...

Le Forum social mondial du Mumbai, encore plus que celui de Porto Allegre semble-t-il, a pris le risque de la multiplicité. Jamais un forum social n'aura semblé plus éloigné des cercles étroits de Davos, des salons fermés de l'OMC à Genève, des dogmes simples et si facilement applicables du consensus de Washington. Aux conférences dans des hôtels chics et aseptisés, insensibles aux variations climatiques, fréquentées par les

grands de ce monde, s'opposaient à Mumbai un forum surpeuplé de gens de toutes les classes sociales, dans des lieux poussiéreux, odorants, désordonnés, aussi agités que les rues d'une mégapole du Sud. À la pensée unique, la grande messe de Mumbai opposait un déferlement d'idées et de solutions s'attaquant à la multitude de problèmes auxquels nous faisons face. Aux profonds déséquilibres Nord-Sud, entretenus par de belles certitudes toutes blanches, répondaient de riches débats où l'on donnait systématiquement la parole aux gens de tous les continents.

Cette multiplicité, assumée, souhaitée et perpétrée à Mumbai, est ce que les forums sociaux mondiaux proposent de plus nouveau et de plus déconcertant. Elle va contre une importante tendance de l'histoire à associer les changements majeurs à quelques individus bien identifiés, contre les procédés réducteurs de sélection médiatique, contre l'idée qu'il faut des solutions simples à des problèmes complexes. Elle donne prise à certains reproches, toujours les mêmes: tant d'idées ne peuvent mener qu'à l'incohérence; le mouvement se cantonne dans la critique et n'apporte pas de véritables solutions aux problèmes; le refus de l'embrigadement politique dans les partis officiels bloque l'expansion du mouvement. Pourtant, envisager de nouvelles façons de reconstruire le monde nécessite de repenser le politique. Il ne faut plus emprunter les chemins qui ont mené à tant de faillites et à une forme de kidnapping de la démocratie. Le kaléidoscope de solutions proposées et appuyées par une multitude de délégués dans un esprit entièrement libre et volontaire reste très impressionnant et les propositions inclusives, désintéressées qui en découlent devraient former le terreau fertile d'un vaste projet de société.

La rencontre de Mumbai, comme celles de Porto Allegre, a permis d'activer des réseaux de solidarité, de consolider des liens indispensables pour entreprendre des luttes à l'échelle mondiale, de relier le local à

l'international. Et derrière chacun des ateliers, proposant entre autres des moyens très concrets de réduire l'évasion fiscale, d'améliorer la condition des femmes, d'éviter les discriminations qui se perpétuent, d'établir les principes d'une économie sociale, d'entrevoir des taxes internationales, de réformer l'ONU, de protéger les écosystèmes, de promouvoir la diversité culturelle, transparaît un idéal simple et rassembleur, qui semble pourtant avoir été oublié depuis plus de vingt ans de néolibéralisme: placer les droits des hommes et des femmes avant tout, repenser les relations internationales en fonction de ces droits.

En ce sens, les forums sociaux mondiaux, reflets de la diversité du monde, refusent d'entériner le machiavélisme dont découlent tant d'injustices aujourd'hui. Il faut éviter de reprendre à son compte ce qui a toujours semblé être les moyens inévitables d'accéder au pouvoir: la promotion des intérêts d'une petite minorité, la prise de contrôle des grands partis politiques, l'action secrète des lobbyistes, la fabrication d'accords internationaux occultes, l'investissement massif dans la publicité, la propagande et les médias, la corruption par l'argent des élites.

Repenser une nouvelle façon d'agir devient ainsi particulièrement exigeant. Les résultats ne sont pas aussi rapides qu'on le voudrait. La pratique quotidienne de la démocratie semble souvent fastidieuse. Les grands rassemblements sont épuisants et cacophoniques. L'indifférence des gouvernements aux réformes proposées et la franche hostilité du milieu des affaires donnent trop souvent l'impression de combattre des moulins à vent. Certains en viennent même à remettre en question les forums sociaux mondiaux. L'énergie dépensée pour les organiser en vaut-elle la peine? Ces grands rassemblements ne sont-ils pas redondants et peu utiles? Ne ferions-nous pas mieux de recentrer l'action sur les communautés?

Malgré ses tares et son fonctionnement inévitablement chaotique, le Forum social de Mumbai m'a paru des plus stimulants. De

pareilles rencontres permettent de renforcer les alliances, de nourrir les nouveaux venus dans la mobilisation, de maintenir la flamme des autres, d'échanger tant sur des sujets généraux que sur des réformes plus techniques. Ces idées doivent continuer à émaner de la base, se transmettre, devenir d'inévitables alternatives devant les très nombreuses failles du néolibéralisme. Il fallait voir, à Mumbai, l'acharnement des manifestants dalits, leur obstination à chanter et s'imposer sans relâche dans la grande avenue du site, dans ce pays où l'on refuse habituellement de les considérer. Rarement auront-ils autant été entendus. On peut aisément croire que ces manifestations seront plus qu'un seul geste de défoulement et de

libération, mais qu'elles donneront naissance à une unité nouvelle qui favorisera une réelle émancipation.

Les forums sociaux mondiaux mettent de l'avant une façon de voir basée sur la transparence, l'intérêt collectif, sur une plus juste répartition des biens. Mais il faut aussi chercher dans ces événements, outre des actions concrètes déjà solidement enclenchées, autre chose que des résultats immédiats : entrevoir des changements en profondeur, longs à s'établir et qui, nous le souhaitons, s'enracineront bien mieux que ce qui naît et disparaît le temps d'un gouvernement sympathique ou dans l'éclair fulgurant d'une révolution.

LA MONNAIE – LA PENSÉE CHRÉMATISTIQUE

Les craintes d'Aristote étaient fondées

Par Jackie Navarro – Attac-Québec

(D'après l'ouvrage du Professeur Omar Aktouf : *LA STRATÉGIE DE L'AUTRUCHE*, Écosociété éditeur)

«.....C'est vers la fin du VII^e siècle avant notre ère qu'apparurent, en Crète, les premières monnaies qui allaient remplacer les tablettes d'argile qui se divisaient en deux, chacune des parties portant le montant de la transaction, les feuilles de papyrus, divisées en deux demi-papyrus symétriques qui furent à leur tour remplacées par des lingots ou des plaquettes d'argent, tous vecteurs de transactions qui réglaient les échanges depuis la nuit des temps. De très nombreuses traces et une documentation historique témoignent du fonctionnement de ce système de dépôts et consignations dès l'époque sumérienne, jusqu'à l'Antiquité gréco-romaine, en passant par l'Égypte des pharaons – mais jusqu'alors, fait très important, point de témoignages sur la constitution de puissances ou de fortunes par accumulation de tablettes, de papyrus ou même de lingots d'argent ou de tout autre moyen servant de bon de change dans un système de dépôt ou de retrait de marchandises.

La monnaie va révolutionner tout cela. Son apparition constitue un progrès sans précédent dans la facilitation des échanges. L'humanité va enfin disposer d'un étalon de mesure qui peut prétendre à l'universalité. Tout, désormais peut être estimé, tarifé, comparé selon un référentiel standard, unique, indiscutable, facilement transportable et infiniment échangeable.

Mais toute médaille a son revers! Aristote a fort bien vu que, comme moyen de facilitation des échanges, la monnaie était un progrès incontestable; mais parce qu'elle permettait qu'on l'accumule sans limite il craignait que cette accumulation ne devienne un but en soi, elle pouvait constituer un risque majeur, d'un genre tout à fait nouveau, pour la survie de la communauté humaine en tant que communauté – dont Aristote faisait une caractéristique essentielle de ce qu'est être Homme.

L'homme, pour Aristote, est un animal politique (zoon politikon) fait pour vivre

ensemble, en état de communauté, c'est probablement pour cette raison que la politique, pour Aristote consiste avant tout à organiser et maintenir l'état d'amitié entre les citoyens.

Selon Aristote et, plus tard, certains auteurs arabes Nord-africains, le Prince (ou l'État) doit assumer un rôle primordial de gardien de la solidarité communautaire-organique auprès de son peuple afin d'éviter la dislocation de la nation.

Aristote faisait une distinction entre économique et chrématistique. À son époque dominait encore l'économique et non l'économie et encore moins, la science économique. Le terme économique provient étymologiquement des vocables grecs oikos et nomia qui signifient la norme de conduite du bien de la communauté, ou de la maison, dans un sens plus élargi.

Dans la chrématistique disparaît toute connotation ayant trait à la communauté, apparaît alors une poursuite de la production et de l'accaparement des richesses pour elles-mêmes.

La pratique chrématistique consiste à faire passer le point de vue financier, ou plus exactement la recherche de la maximisation de la rentabilité financière (accumulation du numéraire) au détriment de tout le reste (au détriment systématique, si nécessaire, des êtres humains et de l'environnement....)»

C'est le point où nous sommes actuellement rendus. L'accumulation de la monnaie (capitalisation) devient un risque pour la société dans la mesure où un individu ou un groupe d'individus pourrait s'accaparer de toute la réserve monétaire et en priver les autres, c'était la plus grande crainte d'Aristote. S'accaparer de grosses quantités de monnaie est plus facile à stocker que d'entasser toutes les pommes de terre ou tous les minerais du pays.

Dans l'antiquité les échanges ne provoquaient pas d'accumulation excessive de biens. Comme l'argent est un outil de transaction (ça ne se mange pas) qui représente une valeur fixe, valeur qui permettra d'acquérir des biens ou des

services, une très grande accumulation de cet outil mènera tôt ou tard à un non sens, car l'accumulateur ne pourra jamais manger toute la nourriture ou habiter toutes les maisons qu'il pourrait acheter, en résumé il n'aura pas la capacité d'utiliser ou de jouir de tout ce qui est à sa portée; donc il accumulera de la monnaie pour le simple plaisir d'accumuler.

On n'est pas loin du cas qui relève de la psychiatrie ou tout au moins d'un cas pathologique, car un tel comportement, nuisible à l'équilibre sociétal, devient insensé dans le meilleur des cas et, à la limite, immoral, donc humainement (mais hélas pas légalement) répréhensible, au même titre que le vol ou le recel.

La société ne doit pas interdire à un individu de vivre à l'aise et se protéger contre les aléas du futur.

Mais les lois sont souvent faites par et pour les accumulateurs, avec l'aval du Prince (du roi ou du gouvernement) dont la tâche consiste à maintenir la société en harmonie (par l'amitié entre humains, comme disait Aristote) et qui faillit à ses devoirs quand il laisse se produire des situations de cumul personnel excessif et aberrant.

Dans ce cas il est sage de destituer le Prince de ses fonctions et privilèges, au nom de la paix et de l'harmonie des peuples.

Note : Dans son excellent film ' L'argent'* Isaac Isitan démontre que l'argent en soi n'a de valeur que celle qui lui est reconnue entre les acheteurs et les vendeurs; que le même billet qui valait X hier peut ne valoir que ½ de X aujourd'hui. (Cas de l'Argentine et de la Turquie illustrés dans ce film) créant désespoir et révolution/répression chez les petits épargnants.

* Producteurs : Carole Poliquin et Isaac Isitan, Production ISCA

Prix du Public aux Rencontres Internationales du Documentaire de Montréal

Le sujet de ce film a été l'objet d'un débat au cours de la dernière soirée d'ATTAC Montréal au café La Petite Gaule le 18 février 2004.

LES MONNAIES SOCIALES

Par Odile Rochon – ATTAC-Québec

Du 20 au 22 novembre avait lieu à l'Université du Québec à Montréal un séminaire international intitulé "Finance responsable et monnaies sociales". C'est à l'instigation de la Chaire économie et humanisme et du Centre de recherche sur les innovations sociales (*crises*) de l'UQAM que se sont réunis des expertEs afin de "réfléchir à l'action des nouveaux mouvements sociaux dans les domaines financier, économique et monétaire". On a pu y entendre des spécialistes en matière d'investissement éthique, de responsabilités sociales des entreprises et de monnaies sociales, sujet sur lequel nous nous pencherons dans cet article.

Qu'est-ce qu'une monnaie sociale?

Les monnaies sociales, parfois appelées monnaies complémentaires, sont issues de l'accord entre les membres d'une communauté d'avoir recours à une forme d'échange autre que celles facilitées par la devise nationale conventionnelle. Cette monnaie ne remplace pas la devise nationale, mais la complète en promouvant particulièrement les échanges de biens et services au niveau local. On calcule que de telles innovations monétaires existent dans plus de 5000 communautés au monde ; c'est sans compter les variantes à but commercial et non social, tels que les miles *Air Miles*.

Selon Jérôme Blanc, maître de conférences au Centre Auguste et Léon Walras de l'Université Lumière Lyon 2, trois mobiles sont à l'œuvre dans les monnaies sociales. D'abord, elles permettent de **localiser les échanges au sein de la communauté**. Puisqu'ils privilégient les entreprises locales, les réseaux de monnaies sociales sont un moyen d'empêcher la fuite des activités économiques vers des détenteurs de capitaux étrangers. Cela permet de faire fructifier et de rendre plus autonome l'économie locale, en plus de stimuler l'esprit

d'entreprise et de valoriser les activités locales. Le second mobile découle du premier : c'est la **dynamisation des échanges locaux** au bénéfice des populations. Au-delà de la stimulation et de la création d'emplois internes, des mécanismes sociaux sont rendus possibles grâce aux monnaies sociales. Par exemple, elles facilitent la création du crédit gratuit, accordé en unités de monnaies sociales et rendant possible des projets favorisant le bien-être de la communauté. Finalement les monnaies sociales servent à **transformer la nature des échanges** en intégrant à l'échange un sentiment de solidarité qui résulte en une plus grande valorisation de l'activité locale et une forme de responsabilisation face au statut de consommateur.

Les principales incitations à la création d'une monnaie sociale sont l'inflation élevée rendant le pouvoir d'achat de la devise nationale quasi-nul, et les pénuries de moyens de paiement, dans quel cas on verse les salaires et pensions en monnaie locale. À l'inverse, l'obstacle rendant le plus souvent difficile la création de ce moyen de paiement est la difficulté de convaincre une variété de commerces et de consommateurs à adopter la monnaie sociale. Toutefois, lorsqu'on parvient à développer un réseau de personnes intéressées, une foule de questions doivent être posées. De quelle façon sera émis le moyen de paiement? Quelle forme monétaire sera privilégiée? Les formes varient : certains réseaux choisissent la forme manuelle –billets –, d'autres la forme scripturale –écriture sur comptes-. Quelles sont les conditions de transférabilité de la monnaie sociale en devise courante? Peu importe ces conditions, les taxes nationales devront être appliquées sur les achats faits en monnaie sociale.

Bernard Lietaer, professeur à L'Université Naropa, au Colorado, s'intéresse quant à lui

à l'évolution de notre conception de la monnaie et de ses formes les plus novatrices. Il est président de la Fondation Access, un organisme à but non-lucratif voué à la diffusion des connaissances sur les monnaies sociales. Au cours de ses nombreux voyages au Japon, pays où les monnaies sociales sont très développées, il a pu en étudier ses variantes. Pour résoudre le problème du vieillissement de la population on y a créé des monnaies sociales échangeables uniquement en unités de soins destinés aux personnes âgées. Dans certaines communautés japonaises il est également possible de faire ses achats avec une carte à puce destinée aux échanges de biens et services locaux. Cela favorise la circulation de l'argent local dans les mains locales, faisant chaque fois fructifier l'économie communautaire.

Le système Ithaca Hours

La communauté de Ithaca, dans l'État de New York, s'est rendue célèbre grâce à sa forme de monnaie sociale créée en 1991. Les employéEs et propriétaires des commerces participants reçoivent deux "Heures d'Ithaque" chaque année, qu'ils/elles doivent ensuite dépenser dans la

communauté. Chaque heure est une monnaie en papier qui équivaut à 10\$ U.S. Les promoteurs du système croient que la référence aux heures de travail nécessaires pour produire chaque bien et service ajoute une dimension humaine à l'échange et valorise le travail de la communauté. À ce jour on calcule que 8500 heures sont en circulation dans la communauté Ithaca, ce qui équivaut à 85 000\$ U.S. sans cesse recyclés au sein même de la communauté.

On pourrait encore se pencher sur La Red Global de Trueque (RGT) en Argentine, le Système d'Échange Locale (SEL) en France, ou le Local Exchange and Trading System (LETS) de Vancouver, mais ne serait-il pas intéressant d'entamer plutôt une réflexion sur les possibilités qui existent d'instaurer de tels systèmes au cœur même de nos communautés?

Agir local, penser global!

Pour plus d'information

www.ceh.uqam.ca
www.accessfoundation.org
www.ithacahours.org

LETTRE AUX GRANDS VIZIRS

Par Denis Blondin – ATTAC-Québec

Monsieur James D. Wolfensohn, président de la Banque mondiale,
Monsieur Horst Köhler, directeur général du FMI,
Monsieur Sapatchai Panitchpakdi, directeur général de l'OMC,
Monsieur Donald J. Johnston, secrétaire général de l'OCDE,

Messieurs les Grands Vizirs,

Vous présidez, dirigez ou secrétariez les quatre plus imposants navires amiraux de

l'armada capitalibérale de l'Occident. Aux commandes de vos toutes-puissantes institutions, vous parcourez la planète pour pacifier des territoires, pour libérer des peuples du joug de leur culture trop primitive, pour conquérir des milliards d'âmes et les placer au service de votre dieu et de votre roi.

Je sais que vous êtes beaucoup moins riches que des milliers d'autres seigneurs et, en particulier, moins riches que Bill Gates, qui se dévoue pour incarner à lui seul cette classe sociale sur la scène médiatique. Vous êtes aussi, à l'instar de ces autres seigneurs,

de parfaits inconnus pour le commun des mortels. Cependant, vous êtes tous les quatre de Grands Hommes et je ne doute pas que vous receviez chaque jour des milliers de signaux vous le confirmant, surtout de la part de votre entourage immédiat. À vous quatre, vous formez à la fois le conseil des ministres du gouvernement mondial et l'état-major de son armée. Bien sûr, vous n'avez pas été élus, même pas dans un comté, mais on n'élit pas des généraux ou des présidents de compagnies. Vous nierez être au service d'un gouvernement, mais c'est pourtant la réalité, même si vous préférez le désigner comme "le marché" et lui attribuer un caractère universel ou démocratique, en faisant semblant d'ignorer qu'il s'agit en fait du petit réseau formé par les chefs des États centraux et par les dirigeants des grandes entreprises multinationales. Quoi qu'il en soit, vous vous considérez probablement, non pas comme des maîtres, mais comme de dévoués serviteurs de cet État virtuel qui règne sur le monde.

En dépit du prestige dont vous jouissez sans doute intensément, vous ignorez, ou plutôt vous réussissez à ignorer que vous représentez, pour des milliards d'humains qui ne connaissent ni votre nom ni votre visage, l'incarnation du tyran implacable et abominable. Si quelqu'un vous en faisait part, ce qui est peu probable, vous ne seriez sans doute pas plus incommodés que n'importe quel politicien informé d'un sondage montrant que sa cote de popularité a un peu fléchi. Je n'entreprendrai pas de dresser une liste complète des reproches qui pourraient vous être adressés par des gens de cette planète, mais je vous en donnerai quand même quelques exemples. Par les lois que vous promulguez et appliquez, vous empêchez la production à moindre coût de médicaments ressemblant aux formules brevetées; vous interdisez l'usage de logiciels ou de multiples autres inventions humaines; vous obligez des peuples à payer, coûte que coûte, une dette gonflée par les dévaluations monétaires et par les intérêts sur les intérêts, et sans tenir compte du fait qu'une grande part de l'argent prétendument

prêté ne leur est jamais réellement parvenu, s'étant arrêté dans les poches de vos administrateurs régionaux ou étant revenu dans celles des compagnies occidentales qui ont obtenu les contrats; vous procédez à un démantèlement systématique des États régionaux en les forçant à réduire les services ou les programmes de développement, et à privatiser jusqu'aux services publics, comme l'eau ou les communications, en les plaçant sous le contrôle et au service d'intérêts associés à votre gouvernement; vous détruisez systématiquement toutes les institutions humaines pour les remplacer par une unique institution, celle de l'entreprise capitaliste, sans imaginer que la réduction de la diversité sociale pourrait être une perte aussi catastrophique que la réduction de la diversité biologique; bref, vous travaillez avec zèle pour créer les conditions propices à l'expansion et à la croissance illimitée d'une machine économique implacable pour la majorité des humains et destructrice pour l'environnement. En d'autres mots, vous utilisez le pouvoir qui vous est conféré par vos institutions pour diriger vos navires amiraux selon une règle unique, selon laquelle la source du bonheur est l'argent, et la recette de l'enrichissement des déjà-riches repose sur l'appauvrissement des déjà-pauvres. Et vous appliquez les règles de votre religion comme si le fait de broyer des millions de corps humains était racheté par le salut de leur âme.

Si de tels reproches vous étaient réellement acheminés personnellement, vous prétendriez sans doute que vous n'y pouvez rien, que vous n'êtes qu'au service d'institutions façonnées et dirigées informellement par la majorité silencieuse. C'est une excuse, rien de plus. Il est vrai qu'aucun individu n'a le pouvoir de diriger à sa guise une institution, mais il est faux de prétendre que les dirigeants n'ont aucune marge de liberté. John Maynard Keynes et Harry Dexter White, qui ont conçu et dessiné les plans du FMI et de la BIRD, l'ancêtre de la Banque mondiale, auraient pu concevoir autrement ces institutions. Robert

MacNamara porte la responsabilité des Programmes d'ajustement structurel, comme vous portez la responsabilité de tenir le cap des institutions que vous dirigez. D'autres ont su donner un coup de barre. Par exemple, Mikhaïl Gorbatchev a dirigé un navire amiral encore plus gros que les vôtres, et il a décidé de le rediriger, non pas pour le jeter dans vos bras, mais simplement pour éviter une catastrophe qui aurait été dramatique pour tous. Il ignorait sans doute quel serait le prix à payer pour l'URSS, même s'il se doutait probablement que lui-même risquait d'avoir à renoncer aux bénéfices du pouvoir. Cet exemple, rapidement oublié par les Occidentaux, montre qu'il y a des personnes qui réussissent à transcender, par leur humanité, les institutions qui les ont engendrées. Gorbatchev est-il moins grand qu'auparavant? S'est-il sacrifié? Je n'en crois rien. Je pense au contraire que son rôle sera, tôt ou tard, consacré par l'histoire mais qu'il

le soit ou non importe peu, puisqu'il demeurera important dans ses effets réels.

Vous aussi disposez du pouvoir de faire des gestes, de prononcer des paroles, d'écrire des textes qui pourraient changer le monde et lui éviter la catastrophe que vous semblez viser aveuglément dans votre direction des institutions mondialisées. Si vous ne dérogez pas au programme prévu par votre culture de l'argent et si nous n'utilisez pas la marge de manœuvre qui vous est laissée pour tenter de changer le cap des institutions que vous pilotez, il est fort possible que vous passiez aussi à l'histoire, dans la liste des Grands Vizirs les plus inconscients et les plus aveuglés par leur fausse grandeur.

Veillez me croire.

Extrait du livre: Blondin, Denis, La mort de l'argent. Essai d'anthropologie naïve. La Pleine Lune, Montréal, 2003, p. 280-283

RÉFLEXIONS EN RAPPORT À LA CONFÉRENCE DE M. OMAR AKTOUF SUR L'ÉCO-ÉCONOMIE OU LA DÉCROISSANCE DURABLE

Par Luc Fournier

Le Réseau des Écohomeaux et Écovillages du Québec a organisé une CONFÉRENCE le vendredi 5 décembre 2003 à l'UQAM, avec M. Omar AKTOUF, professeur aux HEC, sur l'éco-économie ou la décroissance durable intitulée : « *Néo-libéralisme et consommation infinie : entre modèle suicidaire et espoirs.* »

Omar Aktouf, professeur aux Hautes Études commerciales (HEC) depuis plus de 20 ans, humaniste et auteur du livre : « La stratégie de l'autruche - Post mondialisation, management et rationalité économique » donnera, pour le Réseau des Écohomeaux et Écovillages du Québec, une conférence sur l'éco-économie ou la décroissance soutenable.

« *Qui fut le premier économiste?* »

Christophe Colomb, car quand il partit il ne savait pas où il allait, quand il est arrivé il ne savait pas où il était, et il a tout fait ces voyages grâce à l'argent des autres. »

Tiré de : Jacques Sapir (2003), *Les trous noirs de la science économique*, p.216

J'ai l'occasion d'assister à la conférence de vendredi le 5 décembre à l'UQAM et j'ai été ravi de la générosité de ce conférencier de grande qualité. Malgré la fatigue et l'influence du décalage horaire d'un retour d'un voyage en Europe, celui-ci a réussi à capter notre attention.

Monsieur Aktouf a livré une conférence qui, à mon point de vue, s'adressait non pas au côté intellectuel de chacun de nous, mais à

notre côté humain, qui se fait prendre depuis des années et des générations même, dans une illusion de poursuite de richesses matérielles illimitée. Illusion qui devait un jour atteindre ses limites et ce jour est venu... La poursuite idiote de richesse du monde occidental consiste donc en la même illusion que les systèmes pyramidaux et qui promettent à tous et chacun un retour impossible de sommes investies multipliées par 100. Malgré l'absurdité des promesses pourtant des milliers, sinon des millions de personnes se font prendre régulièrement dans de tels groupes pyramidaux. Le système économique tel que celui-ci décrit et dont la grande majorité des citoyens du monde occidental font partie, est du même ordre et abuse depuis si longtemps de la confiance des gens. En ce sens sa conférence avait une connotation de grand artiste... de l'économie...

Je crois comme monsieur Aktouf l'a dit lors de la période de questions, qu'il y a grand besoin d'une tribune libre et officielle de penseurs en économie afin de contrer le mal fait par le dogmatisme, de type scolastique, des modèles économiques enseignés depuis longtemps et appliqués de façon systématiques depuis toujours. Je suis surpris qu'il ne semble pas en exister présentement. Les applications économiques de types à instaurer sans cesse de nouveaux systèmes féodaux, de nouveaux rois qui s'accaparent sans scrupules des richesses de ce monde, pour leur seule soif de pouvoir, ont tué à ce jour des millions de gens, font souffrir présentement des milliards de gens et ont fait disparaître de milliers d'espèces vivantes à ce jour. C'est bien ce que confirme ses propos. Il ne semble pas y avoir de processus efficaces pour contrer les visions économiques non seulement désuètes mais mensongères. En être conscient nous rend tous encore plus responsables.

Je suis de ceux qui se réveillent présentement et désirent aider, au travers de Attac-Québec, à l'émergence d'actions éclairantes sur ce point de l'économie mondiale à mon avis entretenue dans un obscurantisme moyenâgeux. Monsieur Aktouf fait partie des personnes qui peuvent éclairer encore plus efficacement les lanternes de ce monde. Je crois qu'il faut de façon urgente soutenir des intellectuels comme monsieur Aktouf et mettre à la disposition des intellectuels et du grand public les modèles économiques critiques, humanistes et écologiques et ainsi aider à ce qu'ils soient appliqués à plus grande échelle.

Si je me réfère à la conférence et au discours de clôture de Jacques Nikonoff de l'assemblée générale et assises d'Attac du 29 novembre 2003 à Nanterre, nous en sommes rendus là de façon urgente. Monsieur Jacques Nikonoff nous dit : *«Le mouvement altermondialiste est en passe de franchir une étape décisive. Longtemps confiné aux marges de la société, il pèse désormais sur le cours des événements. La question politique fondamentale est celle du positionnement face à la mondialisation. Il n'y aura pas de perspective d'alternative sans une critique radicale de la mondialisation néolibérale. Il ne suffit pas de rejeter la mondialisation en en faisant un élément, parmi d'autres, d'une stratégie politique. Il faut lui opposer un positionnement global, cohérent et sans concession. Le rassemblement de tous ceux qui espèrent encore un redressement est possible.»*

Des propos, comme ceux que monsieur Aktouf soutient en tant qu'économiste, agissent dans cette ordre d'idée et se doivent d'être diffusés à grande échelle.

LETTRE D'OPINION À PROPOS DE LA SOIRÉE D'ATTAC-QUÉBEC SUR LE FORUM SOCIAL EN JANVIER 2004

Par Alain Blondin – ATTAC-Québec

J'ai assisté à la projection du film Davos/Porto Allegre. On se demandait si le dialogue était possible entre le forum économique et le forum social. J'espère que oui sinon je crains que cette planète est foutue! Je dirais que le dialogue est nécessaire, incontournable. Je dirais aussi que cela dépend de la volonté des interlocuteurs à voir autre chose qu'un adversaire en face d'eux.

Dans le film, une femme représentant le forum social a invectivé un des représentant du forum de Davos, M. Soros. Elle l'a traité d'hypocrite, de monstre etc... Je crois que cette approche ne mène à rien. En effet, qui voudrait dialoguer avec un monstre et un hypocrite. Et pourquoi répondrait-il? Il vaut mieux voir la réalité en face de nous et la réalité c'est un autre être humain. C'est encore plus dérangeant qu'un monstre parce qu'il nous ressemble. Qu'on l'aime ou non, il partage à peu près les mêmes forces et faiblesses que nous.

Pourquoi faut-il en arriver au dialogue? Pourquoi ne pas simplement tasser ceux qui ne partagent pas nos points de vue? Parce qu'il n'y a pas de place où les tasser. On vit tous sur la même planète. Parce que les problèmes dont on parle sont justement trop planétaires pour se permettre d'écarter de tels joueurs; l'environnement, la justice sociale, la famine et la pauvreté sont d'un

ordre tels que nous avons besoin de l'apport de tous si nous voulons aller de l'avant. L'altermondialisation se fera avec l'apport de tous les groupes (même les Soros de ce monde) ou ne se fera pas du tout.

Les riches ne peuvent décider de l'avenir du monde sans tenir compte de l'existence des moins nantis. L'inverse est vrai aussi. Il va falloir composer avec les Soros de ce monde et négocier avec eux. Certains voudraient plutôt leur couper la tête. Vive Robespierre! Malheureusement, il s'agit d'un hydre dont les têtes repoussent sans cesse. Et l'avidité, l'égoïsme, l'indifférence est présente chez tout le monde, pas une déformation chez certains seulement.

Un peu avant l'intervention de cette femme, on avait proposé à M. Soros des mesures précises; la taxe Tobin, l'annulation de la dette. M. Soros se disait en accord avec la taxe Tobin. Il faut saisir de telles ouvertures chez "l'adversaire". Le but n'est pas de faire un monstre à tout prix de celui en face de nous mais de bâtir où c'est possible.

Si on fait appel à la bienveillance chez l'être humain, on risque de susciter le dialogue. Si on projette sur lui tous les maux de ce monde, il cherchera à se défendre et il n'y aura aucun dialogue.

Croire encore à la bienveillance chez les autres? Idéaliste? Pourtant, vous êtes bien là, vous.

**LE TROISIÈME MERCREDI DE CHAQUE MOIS, LES SOIRÉES D'ATTAC-MONTRÉAL BATTENT LEUR PLEIN.
NE RATEZ PAS NOTRE PROCHAIN RENDEZ-VOUS, LE 17 MARS, AVEC ALEJANDRO VENEGAS DU GROUPE INTAKTO, POUR UNE SOIRÉE DE CHANTS DE LA RÉSISTANCE CHILIENNE.
RENDEZ-VOUS SUR NOTRE SITE INTERNET AU www.quebec.attac.org POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS.**

CE BULLETIN EST LE VOTRE

**POUR TOUTE SUGGESTION, COMMENTAIRE OU
QUESTIONS, VEUILLEZ VOUS ADRESSER À
lesagejustine@yahoo.fr**

ATTAC-Québec, comme des centaines d'autres organisations au Québec, au Canada et à travers le monde, a pour visée d'amener les instances politiques du monde et en premier lieu celles des pays industrialisés, à décréter une taxe sur les transactions financières sur le marché des devises (taxe Tobin). L'imposition de ces transactions spéculatives, qui détournent d'énormes sommes d'argent au profit de quelques super propriétaires mondiaux et qui gardent ainsi en otage des groupes sociaux entiers – quand ce ne sont pas les populations elles-mêmes – permettrait la création d'un fond d'aide internationale à la citoyenneté, à l'environnement et à la culture. Le mouvement ATTAC cherche aussi à amener les gouvernements à abolir les paradis fiscaux et centres financiers extraterritoriaux, lesquels favorisent l'évasion fiscale, la corruption, le blanchiment d'argent et la fuite de capitaux.

**Pour des conférences, séminaires, présentations
dans votre région,
invitez ATTAC !**

ATTAC-QUÉBEC

5744 avenue de l'Esplanade, Montréal (Québec) H2T 3A1

Tél : (514) 279-7364

Télec : (514) 352-0046

quebec@attac.org

<http://www.quebec.attac.org/index.html>

Coordonnatrice du bulletin :
Justine Lesage lesagejustine@yahoo.fr